

Economie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE - Juin 2008 - Rédac chef : P. Le Scouëzec

L'effet bénéfique de la fin du CNE

En un an, entre avril 2007 et mars 2008, les intentions d'embauches de plus d'un mois, hors intérim, se sont accrues de 8,8% en Picardie, soit un rythme deux fois supérieur à la moyenne nationale (4,3%). Certes, ces intentions ne sont qu'une formalité administrative obligatoire pour les chefs d'entreprises qui recrutent et ne sont pas forcément suivies d'effet.

Mais cette reprise se caractérise dans la région par une forte augmentation des intentions de recourir à des CDI pour embaucher : +21,3% des contrats contre +18,9% au plan national. Seules l'Alsace et la Lorraine connaissent meilleure situation.

Cette tendance peut paraître étonnante en Picardie, championne de l'intérim et de la précarité. Elle n'est pourtant que la conséquence de la fin du CNE, contrat nouvelle embauche, les patrons recrutant désormais des CDI au lieu de CNE. Comme quoi la fin du CNE marque bien un recul de la précarité !

Le chiffre du mois

1,3%. C'est la progression du parc locatif social picard en 2006. Cela ne représente que 1700 logements sociaux supplémentaires en location dans la région, dont 1500 neufs, et 3,2% des créations nationales. Au total, la Picardie comptait, début 2007, 135000 logements locatifs sociaux, soit 3,1% du parc national. 22% de ces logements sont des maisons individuelles, contre seulement 14% au plan national. Autre caractéristique du logement social picard : une forte mobilité des locataires puisque 10,7% des logements ont changé de titulaires en un an pour un taux de 9,5% au niveau français.

La Picardie n'est pas une terre de chercheurs

La recherche publique est sous-représentée, la recherche privée en panne

Pour le Conseil régional, la Picardie est terre de chercheurs. La réalité est pourtant toute autre. En matière de recherche et de développement (R&D), la Picardie souffre toujours de l'insuffisance de moyens publics. Début 2006, on ne comptait que 1116 personnes affectées à ce domaine dans les organismes publics. Cela ne représente que 0,7% des effectifs nationaux et situe la Picardie au 18^{ème} rang des régions, juste devant la Champagne-Ardenne ! Ce classement montre que le développement du pôle de compétitivité Agro-ressources sur ces deux régions passe d'abord par un renforcement de leur recherche publique. Depuis 1998, les effectifs picards ont augmenté de 16%, sans compenser le déficit par rapport au plan national (hausse de +13%). A ce retard s'ajoute celui encore plus criant des dépenses de R & D publiques : leur poids ne représente que 0,5% du total national.

L'apport des entreprises régionales est, en ce domaine, plus significatif. En effet, la recherche-développement du secteur privé picard employait, début 2006, 3859 personnes, soit 1,8% des effectifs nationaux, situant la Picardie au 14^{ème} rang national. Cependant, la part des chercheurs n'est que de 49% contre 55% dans le pays. De plus, ce nombre stagne pratiquement depuis 8 ans (+2%), alors qu'il a progressé de 19% au plan national. Plus grave même, les emplois, après une croissance entre 2001 et 2003, diminuent depuis 2004 ! On observe également un décrochage des dépenses de recherche (+15% en Picardie en 8 ans contre +30% en France) : le poids de la région ne représente plus que 1,6% du total national. Enfin, la part des entreprises picardes utilisant des technologies innovantes, notamment parmi les créateurs d'entreprises, est plus faible qu'au plan national. Ce bilan confirme que la recherche en Picardie... se cherche toujours.

L'armée, un soutien à l'économie locale

Fin 2006, l'armée employait 9632 militaires en Picardie, sans compter les civils associés à son activité. Cela représente 2,8% des effectifs français et 1,5% de la population picarde ayant un emploi. Par conséquent, le poids démographique de la Défense dans notre région est plus faible qu'ailleurs, en raison, notamment, de la première vague de suppressions de régiments qu'a connu la Picardie lors des années 1990.

Pour autant, son poids économique reste important. D'abord, elle sous-traite un certain nombre de travaux dont l'impact est non négligeable sur l'activité locale, en particulier dans le bâtiment. Ensuite, l'armée en Picardie, c'est une masse salariale d'un peu plus de 200 millions d'euros par an (207 exactement) qui est injectée dans l'économie locale. En effet, le salaire moyen d'un militaire en Picardie est de 1793 € en 2006, soit nettement plus que la moyenne des salariés picards.

Aussi, la disparition possible de 3 régiments picards situés à Laon, Noyon et Senlis aurait des conséquences économiques importantes, d'autant que l'expérience d'il y a 15 ans montre que la reconversion des sites militaires a été, dans l'ensemble, un échec dans la région.

Se former en continu coûte cher !

La formation tout au long de la vie est une priorité. Mais on est encore loin du compte. Ainsi, dans l'enseignement supérieur en 2005, 1932 personnes étaient officiellement inscrites en formation continue à l'université de Picardie, dont un peu plus de la moitié dans le but d'obtenir un diplôme national. Mais seules 232 ont atteint cet objectif. La première raison est d'ordre financier : les personnes sont obligées de payer, en Picardie, 27% du coût de la formation, soit presque autant que les entreprises (29% du budget nécessaire contre 36% au plan national), obligeant les fonds publics à compenser la (nouvelle) défaillance des entreprises picardes. Conséquence : la part des chômeurs accédant à ces formations n'est que de 3% dans la région, et régresse même, alors qu'elle atteint 10% au plan national ! Deuxième raison : leur projet est rarement accepté dans le cadre de leur travail, obligeant souvent la réalisation de cette formation sur le temps personnel ce qui diminue les chances de réussite.

Les Picards vont largement financer le RSA

La prime pour l'emploi (PPE) est attribuée, sous conditions de ressources, aux personnes exerçant une activité professionnelle. Son montant est fonction d'un pourcentage du revenu d'activité. C'est donc un bon indicateur de la faiblesse des revenus d'une zone. Ainsi, en 2006, 27,4% des foyers fiscaux picards, imposables ou non, bénéficient de cette prime. Ce n'est le cas que de 24,5% des Français. Cela situe la Picardie au 6^{ème} rang des régions comptant le plus de bénéficiaires. Par département, c'est dans la Somme que la proportion de foyers fiscaux bénéficiant de la prime est la plus importante (29%), devant l'Aisne (28,5%) et l'Oise (25,4%). Puisque le gouvernement veut réduire cette PPE pour financer le RSA (revenu de solidarité active), on peut dire que la Picardie et ses pauvres contribueront plus que les autres régions à cette mesure !

Les terres agricoles les plus chères de France

Les agriculteurs picards se portent globalement bien. Ces derniers mois, les prix de la majorité de leurs productions se sont envolés, compensant largement certaines baisses de rendement ou de qualité. Cela fait suite à une bonne année 2006, puisque leur principal capital, les terres labourables et les prairies, s'est nettement renchéri !

Ainsi, la valeur de l'hectare dans la région est toujours la plus forte de France à 6580 €. C'est 65% de plus que la moyenne nationale (4000€) et surtout son prix a augmenté de 8% en 2006, pour une hausse nationale limitée à 3% ! C'est dans la Somme que la hausse est la plus importante (+15%), atteignant 7680€ l'hectare. Cela la place au second rang des départements français, derrière les Bouches-du-Rhône victime de la spéculation immobilière, mais dépassant le prix des terres marnaises, malgré la valeur des vignes champenoises ! La progression est aussi sensible dans l'Oise (+13% à 6290€), alors que le prix des terres a un peu baissé dans l'Aisne (-3% à 5880€).

En Picardie, la valeur moyenne des terres labourables (6720€) reste nettement supérieure à celle des prairies (5610€), mais ce sont ces dernières qui ont connu la plus forte inflation : +20% en 2006 pour une croissance nationale limitée à +4%. Mais le record concerne les terres labourables du Santerre avec un prix moyen de 10640€ l'hectare, soit +31% par rapport à 2005 ! De tes tarifs expliquent que l'intérêt personnel des agriculteurs s'accommode mal avec l'intérêt collectif des Picards pour des projets tels que le 3^{ème} aéroport ou le canal Seine-Nord...

Déontologie

Cacher la réalité à tout prix

Aujourd'hui, on n'informe plus, on communique ! La différence ? On aménage la réalité de façon à la rendre plus présentable et acceptable, quitte à la déformer ou, même, à mentir.

Ainsi, il a été annoncé une baisse de 9,6% en 2007 du nombre de RMIstes en Picardie. Pourtant, dans le même temps, les prestations liées à la précarité ont progressé de 2,9%. En fait, cette diminution est le résultat mécanique de la réforme du dispositif : dans certains cas, le RMI est remplacé par une prime. Mais c'est la mise en place du RMA et surtout du contrat d'avenir (CA) qui explique l'essentiel de cette baisse... artificielle. En effet, les bénéficiaires du CA restent au RMI mais ne sont plus payés au titre du RMI. Ce tour de passe-passe a permis de faire disparaître 1250 RMIstes picards des chiffres officiels.

De même, dans le bilan 2007 du commerce extérieur de la région, il est mis en valeur la hausse des exportations. Mais on se garde bien de parler du faible nombre d'entreprises picardes exportatrices, cause principale de la forte dégradation en 2007 du solde commercial dans la région (différence des exportations et des importations), information elle aussi passée sous silence. Et la Préfecture de Picardie et le Conseil régional ne sont pas en reste, puisqu'ils ont vanté le « bon engagement » en 2007 du contrat de projet État-Région, histoire, sans doute, de faire oublier l'extrême faiblesse des montants dont bénéficie la Picardie par rapport aux autres régions (18^{ème} rang régional).

Cette liste n'est pas exhaustive. On peut ajouter le TPG de la Somme commentant, début juin, les « vertus » de la loi sur la « modernisation de l'économie », pas encore votée par les élus du peuple ! Tout cela est significatif d'une volonté d'imposer une « vérité » aux médias et à l'opinion : celle des décideurs qui veulent montrer à tout prix que leurs politiques réussissent. Même si ce n'est pas vrai !